

## Evolutions monétaires en Guyane au 30 juin 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissances de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds Monétaire International (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à +3,1 % en 2013, contre +1,7 % aux États-Unis et -0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le PIB a augmenté de 0,3% dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accéléré (+0,9 % après 0,0 %) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+0,4 % après -0,1 %).

Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêts directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

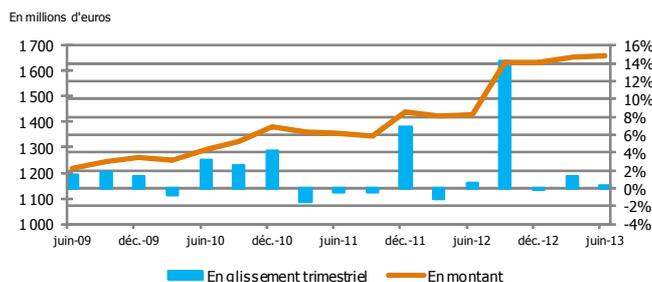
### UNE REPRISE HÉSITANTE DE L'ACTIVITÉ

Au second trimestre 2013, l'activité bancaire reste relativement peu dynamique. Le financement de l'économie affiche une hausse modérée de 1,9 % portant l'encours sain de crédit à 2 561 M€ (soit +47,9 M€), tandis que la collecte progresse très légèrement (+0,3 %) pour s'établir à 1 661 M€ (soit +5,5 M€).

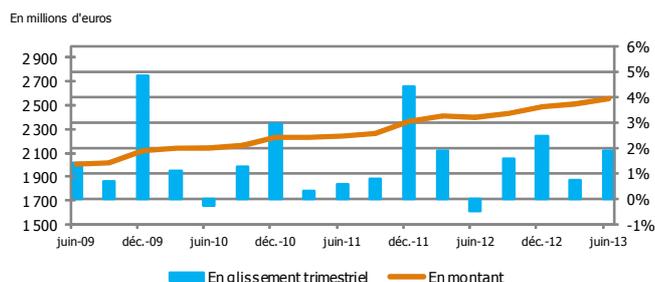
Les crédits à l'économie sont portés en premier lieu par les crédits à l'habitat (+2,8 % soit +39,7 M€), mais aussi par une hausse notable des comptes ordinaires débiteurs sur le segment entreprises (+13,2 % soit +6,5 M€) et par de nouveaux concours octroyés aux collectivités locales sous forme de crédits de trésorerie (+6,0 M€).

Le ralentissement des placements est dû à une forte décollecte observée sur le segment entreprises (-17,6 M€ soit -3,6 %), compensée cependant par une collecte bien orientée au niveau des ménages (+18,4 M€ soit +1,8 M€).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN LÉGÈRE AUGMENTATION

## Croissance modérée du financement des entreprises

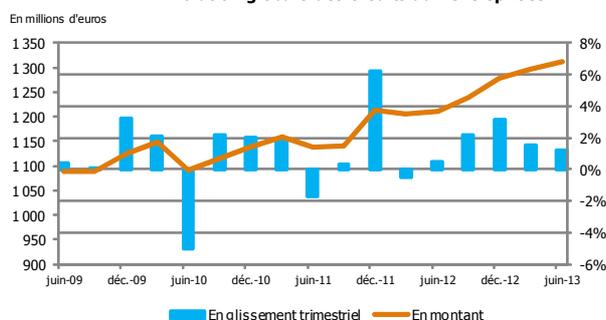
Le financement des **entreprises** reste au ralenti sur le trimestre, avec une progression de +1,2 % (15,8 M€) portant l'encours sain à 1 313 M€, soit +8,3 % sur un an.

Les financements restent majoritairement concentrés sur les **crédits à l'habitat** (+1,3 % soit +10,2 M€), dont l'encours s'établit à 803 M€, principalement concentré sur quelques bailleurs sociaux. Les **crédits à l'investissement** stagnent à 402 M€ (-0,1 % soit -0,3 M€), résultat d'une diminution importante des encours de crédit bail (-3,8 % soit -3,8 M€) à peine compensée par la hausse des crédits à l'équipement (+1,2 % soit +3,5 M€).

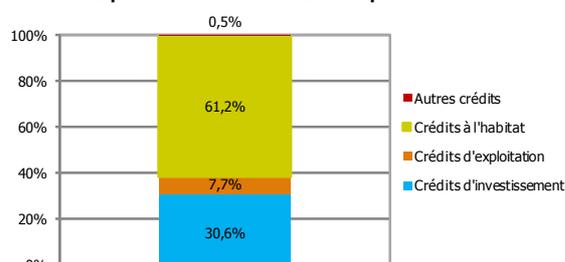
La hausse des **crédits d'exploitation** de 5,6 % s'explique par une augmentation conséquente des comptes ordinaires débiteurs (+13,2 % soit +6,5 M€), accompagnée d'une nouvelle baisse des crédits de trésorerie (-5,9 % soit -1,9 M€). Cette situation, à rapprocher de la forte décollecte observée sur les placements liquides, semble témoigner de tensions de trésorerie sur le segment des entreprises.

Ainsi, abstraction faite des crédits à l'habitat, le financement des entreprises apparaît comme relativement peu dynamique en Guyane.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

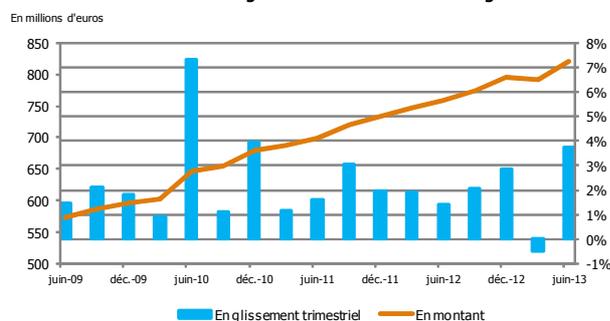


## Des crédits aux ménages toujours portés par l'habitat

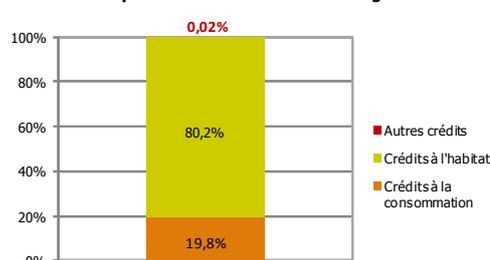
Après une diminution ponctuelle au trimestre précédent, les **crédits aux ménages** progressent de 3,7 % (soit +29,5 M€). L'encours sain s'établit à 821 M€, en hausse de 8,3 % sur un an.

Cette progression est concentrée sur les **crédits à l'habitat** (+4,7 %, +29,5 M€) représentant 80% de l'encours sain des ménages. Les **crédits à la consommation** stagnent à 162 M€ d'encours, en baisse de 0,7 % sur un an. Dans le détail, les crédits de trésorerie augmentent faiblement (+0,5 %, soit +0,6 M€), les comptes ordinaires débiteurs et les opérations de crédits bail diminuent respectivement de 1,9% (-0,3 M€) et 3,2 % (-0,4 M€).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



## Stagnation de l'encours consenti aux collectivités locales

Les **crédits aux collectivités locales** stagnent à 389 M€ sur le trimestre (+0,1 % soit 0,3 M€), et décroissent de 1,5 % sur un an. Le repli de -1,4 % (-5,6 M€) observé au niveau des crédits d'investissement est compensé par une poussée des crédits d'exploitation de 6,0 M€, en raison de nouveaux crédits de trésorerie (l'encours de ces derniers était inférieur à 0,1 M€ depuis deux ans). L'encours aux collectivités locales est concentré sur un nombre restreint d'établissements de crédit, d'où des fluctuations observées parfois importantes. Au cours de ces trois dernières années, l'encours est resté quasi stable, à 391 M€ en moyenne.

## Léger rebond de la sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** des établissements de crédit implantés localement se relève de 4,6 % (+4,6 M€) pour s'établir à 105,5 M€, principalement en raison d'une hausse sur le segment des entreprises (+3,6 M€ soit +13,2 %). Sur un an la progression des créances douteuses reste contenue à +0,8%. Le taux de créances douteuses augmente de 0,1 point pour s'établir à 4,0 %, mais reste en amélioration sur un an (-0,2 point). Avec un encours de provisions progressant de 1,9 % sur le trimestre, le **taux de provisionnement** s'améliore de 1,6 point, mais se détériore de 1 point sur un an.

## QUASI-STAGNATION DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers détenus par les agents économiques progressent faiblement ce trimestre (+0,3 % soit +5,5 M€), et totalisent 1 661 M€ d'encours. Sur un an, ils augmentent de 16,1 %, mais après neutralisation d'une importante opération de placement à long terme en septembre 2012, ce taux de croissance annuel est ramené à 6,2 %.

Première composante des actifs financiers (694 M€ soit 42 %), les **dépôts à vue** stagnent sur le trimestre (+0,1 %, soit +0,4 M€). Les **placements liquides** s'affichent en croissance (+1,2 % soit 5,6 M€), en raison d'une collecte bien orientée sur les livrets A (+2,5 % soit +4,5 M€) ainsi que sur les livrets ordinaires (+2,1% soit +2,4 M€).

Les **placements à long terme** se contractent (-0,1 % soit -0,5 M€). La diminution la plus importante s'observe sur le segment des actions (-1,8 % soit -2,7 M€) tandis que la collecte sur l'assurance vie (+2,0 M€) et les plans épargne logement (+1,2 M€) reste bien orientée.

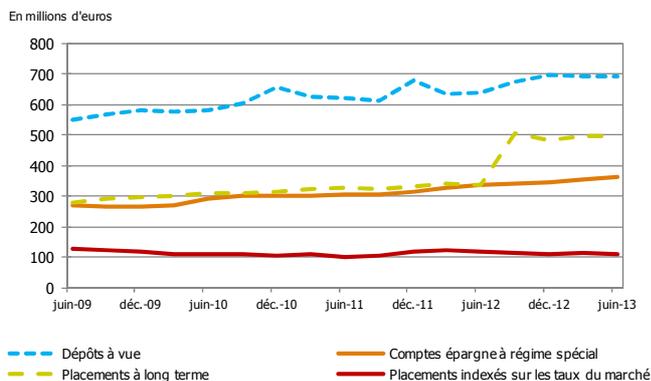
## Croissance de l'épargne des ménages

Avec un encours de 1 034 M€, les placements des ménages poursuivent leur progression ce trimestre (+1,8 % soit 18,4 M€), et sur un an (+6 %).

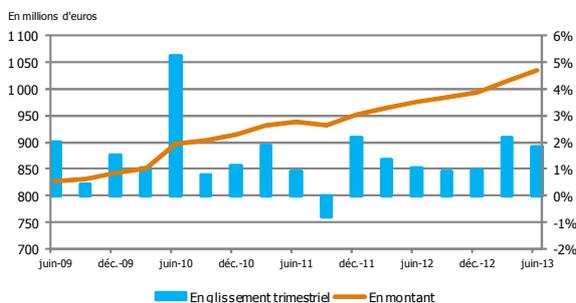
Les **dépôts à vue** sont à l'origine de la plus forte progression (+3,5 % soit +11,6 M€). Les **placements liquides** s'élèvent modérément (+1,3 % soit +4,4 M€). Bien qu'en ralentissement, les livrets A restent à l'origine d'une collecte relativement importante (+2,7 % soit +4,4 M€), tandis que les placements indexés sur les taux de marché sont impactés par une décollecte sur les comptes créditeurs à terme (-1,4 M€).

Les **placements à long terme** restent orientés à la hausse (+0,7 %, +2,4 M€), avec les placements d'assurance vie (+0,9 % soit 2 M€) et les plans d'épargne logement (+1,3 % soit +1,2 M€) comme principaux contributeurs, mais dans des proportions moindres qu'au trimestre précédent.

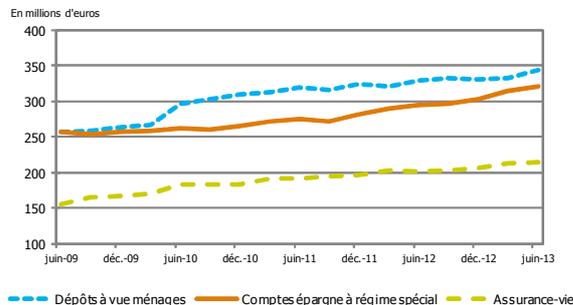
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages

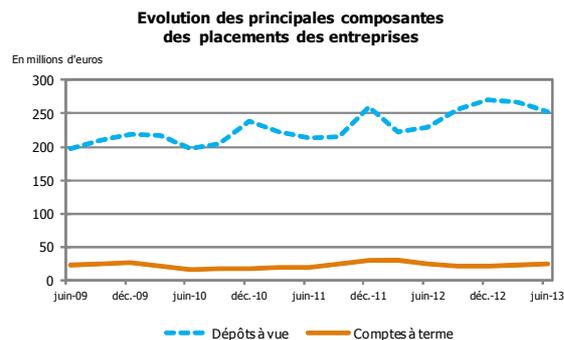
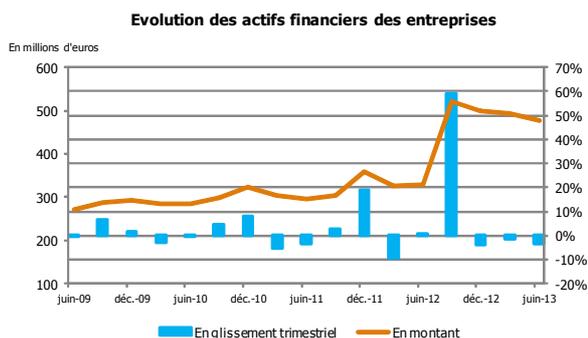


## Nouveau repli des actifs des entreprises

Les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'établissent à 476 M€, en retrait sur le trimestre (-3,6 % soit -17,6 M€) et en hausse sur un an (+46 % soit +148 M€). Avec le retraitement d'une opération exceptionnelle survenue au troisième trimestre 2012, permettant de mieux appréhender la situation des placements des entreprises, la hausse sur l'année est ramenée à +2,3 % (+7,5 M€).

La diminution conséquente des **dépôts à vue** (-5,7 % soit -15,1 M€) est à l'origine de la baisse des actifs des entreprises ce trimestre. Cette importante décollecte est à mettre en relation avec la baisse des crédits de trésorerie et la hausse des comptes ordinaires débiteurs de ce segment, reflet potentiel de difficultés rencontrées par les entreprises pour se financer à court terme et faire face à leurs besoins en fonds de roulement.

Les **placements liquides** stagnent sur le trimestre (+0,3 % soit 0,2 M€) et chutent de 17,3 % sur un an. L'**épargne à long terme** est réduite de 2,8 M€ (-1,8 %), en raison d'une diminution de la valorisation boursière d'une action inscrite en quantité significative dans les livres d'un établissement de crédit local.



## Hausse des placements des autres agents

Les placements des autres agents économiques s'élèvent à 150,9 M€, en hausse de 3,2% sur le trimestre (+4,7 M€). Cette augmentation résulte principalement de la croissance des dépôts à vue (+3,9 M€, soit +4,2 %), ainsi que des comptes d'épargne à régime spécial (+1,6 M€). L'épargne à long terme présente une diminution de 3,4 %, soit 0,2 M€.

### MÉTHODOLOGIE

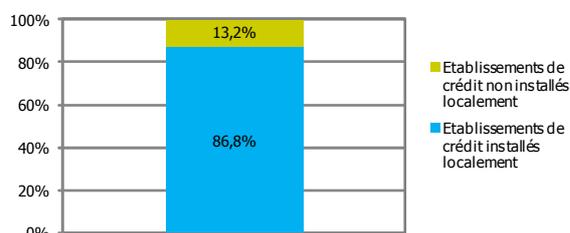
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages »: les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

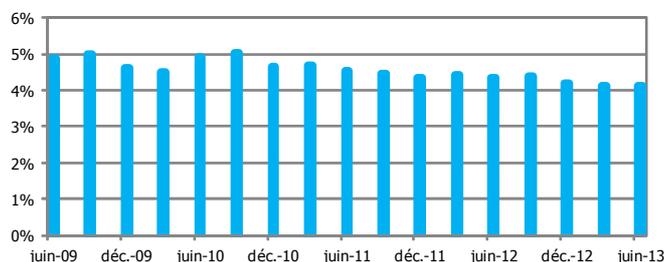
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	90,3	74,7	80,9	92,7	90,3	101,009	95,3	100,6	8,5%	5,6%
<i>Créances commerciales</i>	7,6	6,1	6,3	8,5	7,8	9,2	6,9	7,9	-6,4%	14,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49,1	35,5	34,5	33,0	30,8	35,5	32,4	30,5	-7,4%	-5,9%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	9,3	6,6	6,5	6,5	5,8	6,0	5,7	6,0	-7,7%	6,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32,7	27,2	35,5	44,8	44,7	47,5	48,8	55,2	23,2%	13,2%
<i>Affacturage</i>	0,9	5,9	4,7	6,5	7,0	8,7	7,1	6,9	6,2%	-2,9%
Crédits d'investissement	350,9	332,9	351,8	364,8	371,8	388,6	402,2	402,0	10,2%	-0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	266,6	273,8	284,5	273,1	281,8	294,0	302,9	306,4	12,2%	1,2%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	22,3	39,0	36,7	26,2	25,5	25,4	25,6	24,8	-5,4%	-3,1%
<i>Crédit-bail</i>	84,4	59,1	67,3	91,7	90,0	94,6	99,3	95,6	4,2%	-3,8%
Crédits à l'habitat	644,0	679,5	700,2	749,4	770,8	782,1	793,4	803,5	7,2%	1,3%
Autres crédits	3,5	3,8	4,9	5,1	6,0	6,2	6,4	7,0	38,9%	9,8%
<b>Encours sain</b>	<b>1 088,7</b>	<b>1 090,9</b>	<b>1 137,8</b>	<b>1 212,1</b>	<b>1 238,9</b>	<b>1 277,8</b>	<b>1 297,3</b>	<b>1 313,1</b>	<b>8,3%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	172,0	173,5	165,1	163,5	162,3	164,7	162,5	162,4	-0,7%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	154,2	151,1	139,5	137,3	134,4	138,0	136,0	136,7	-0,5%	0,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,4	9,8	11,8	11,9	13,8	12,9	13,0	12,8	7,8%	-1,9%
<i>Crédit-bail</i>	10,5	12,6	13,8	14,3	14,1	13,8	13,4	13,0	-9,4%	-3,2%
Crédits à l'habitat	401,7	472,8	533,0	594,5	611,2	630,9	629,2	658,8	10,8%	4,7%
Autres crédits	0,6	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-20,4%	-10,2%
<b>Encours sain</b>	<b>574,3</b>	<b>646,4</b>	<b>698,3</b>	<b>758,2</b>	<b>773,8</b>	<b>795,7</b>	<b>791,9</b>	<b>821,4</b>	<b>8,3%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1,8	0,7	18,9	0,9	0,9	0,6	0,8	6,9	x 6,2	x 7,1
<i>Crédits de trésorerie</i>	1,2	0,1	0,0					6,0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,6	0,7	18,9	0,9	0,9	0,6	0,8	0,9	-9,4%	1,9%
Crédits d'investissement	314,5	355,3	370,4	393,6	387,6	379,8	387,5	382,0	-3,0%	-1,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	314,1	368,0	370,2	393,6	387,6	379,8	387,5	381,9	-3,0%	-1,4%
Autres crédits	0,9	0,8	0,7	0,4	0,4	0,2	0,2	0,1	-68,6%	-50,0%
<b>Encours sain</b>	<b>317,2</b>	<b>369,8</b>	<b>390,0</b>	<b>394,9</b>	<b>388,9</b>	<b>380,7</b>	<b>388,6</b>	<b>388,9</b>	<b>-1,5%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>27,8</b>	<b>29,5</b>	<b>20,9</b>	<b>31,7</b>	<b>33,4</b>	<b>40,3</b>	<b>35,0</b>	<b>37,3</b>	<b>17,7%</b>	<b>6,5%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 008,0</b>	<b>2 136,5</b>	<b>2 247,0</b>	<b>2 396,9</b>	<b>2 434,9</b>	<b>2 494,6</b>	<b>2 512,7</b>	<b>2 560,7</b>	<b>6,8%</b>	<b>1,9%</b>
<i>dont ECNIL</i>	336,6	304,3	304,2	339,9	338,9	347,1	340,3	338,3	-0,5%	-0,6%
Créances douteuses brutes	91,3	100,4	101,2	104,6	106,5	105,5	100,9	105,5	0,8%	4,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	27,7	35,5	39,2	42,8	43,1	43,2	38,7	42,1	-1,7%	8,8%
(dt) <i>Entreprises</i>	13,3	22,6	28,7	31,7	32,8	31,6	26,9	30,5	-4,0%	13,2%
(dt) <i>Ménages</i>	11,4	12,4	10,2	10,8	10,0	11,3	11,5	11,4	4,8%	-1,3%
Provisions	63,6	64,8	61,9	61,8	63,3	62,3	62,2	63,4	2,6%	1,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>2 099,3</b>	<b>2 236,9</b>	<b>2 348,2</b>	<b>2 501,5</b>	<b>2 541,4</b>	<b>2 600,1</b>	<b>2 613,6</b>	<b>2 666,2</b>	<b>6,6%</b>	<b>2,0%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,3%	4,5%	4,3%	4,2%	4,2%	4,1%	3,9%	4,0%	-0,2 pt	0,1 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,9%	4,9%	4,5%	4,4%	4,4%	4,2%	4,1%	4,1%	-0,2 pt	0,0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	69,7%	64,6%	61,2%	59,1%	59,5%	59,0%	61,6%	60,1%	1,0 pt	-1,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>270,3</b>	<b>284,9</b>	<b>295,1</b>	<b>327,2</b>	<b>520,1</b>	<b>499,9</b>	<b>493,6</b>	<b>476,0</b>	<b>45,5%</b>	<b>-3,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>197,7</b>	<b>197,5</b>	<b>214,2</b>	<b>229,2</b>	<b>255,7</b>	<b>269,6</b>	<b>267,3</b>	<b>252,1</b>	<b>10,0%</b>	<b>-5,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>69,8</b>	<b>81,0</b>	<b>74,1</b>	<b>89,6</b>	<b>89,4</b>	<b>79,3</b>	<b>73,9</b>	<b>74,1</b>	<b>-17,3%</b>	<b>0,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,7	19,3	18,1	24,1	28,3	22,3	18,0	18,0	-25,2%	0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	69,0	61,7	56,0	65,5	61,2	56,9	55,9	56,1	-14,3%	0,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>22,3</i>	<i>14,8</i>	<i>20,0</i>	<i>24,5</i>	<i>20,6</i>	<i>21,2</i>	<i>22,8</i>	<i>24,5</i>	0,3%	7,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>45,3</i>	<i>45,9</i>	<i>25,4</i>	<i>31,9</i>	<i>32,3</i>	<i>31,4</i>	<i>28,9</i>	<i>27,2</i>	-14,6%	-5,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>10,5</i>	<i>9,1</i>	<i>8,3</i>	<i>4,3</i>	<i>4,3</i>	<i>4,3</i>	-52,7%	0,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2,9</b>	<b>6,4</b>	<b>6,9</b>	<b>8,4</b>	<b>175,0</b>	<b>151,1</b>	<b>152,5</b>	<b>149,7</b>	<b>x 16,8</b>	<b>-1,8%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2,4</i>	<i>4,0</i>	<i>4,6</i>	<i>4,5</i>	<i>4,5</i>	<i>4,0</i>	<i>4,0</i>	<i>3,9</i>	-12,9%	-0,4%
<b>Ménages</b>	<b>826,9</b>	<b>896,4</b>	<b>939,2</b>	<b>975,0</b>	<b>983,9</b>	<b>993,5</b>	<b>1 015,2</b>	<b>1 033,6</b>	<b>6,0%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>257,2</b>	<b>297,3</b>	<b>319,1</b>	<b>328,9</b>	<b>333,1</b>	<b>331,4</b>	<b>333,0</b>	<b>344,6</b>	<b>4,8%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>297,4</b>	<b>299,6</b>	<b>305,4</b>	<b>323,2</b>	<b>325,2</b>	<b>331,8</b>	<b>343,8</b>	<b>348,1</b>	<b>7,7%</b>	<b>1,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	257,0	262,0	275,2	294,6	296,8	303,5	314,4	321,3	9,1%	2,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>81,3</i>	<i>83,1</i>	<i>87,4</i>	<i>95,6</i>	<i>98,4</i>	<i>91,8</i>	<i>96,0</i>	<i>97,0</i>	1,4%	1,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>121,7</i>	<i>127,1</i>	<i>136,4</i>	<i>146,2</i>	<i>146,2</i>	<i>155,3</i>	<i>161,4</i>	<i>165,8</i>	13,4%	2,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>2,7</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	-6,3%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	<i>11,3</i>	<i>9,2</i>	<i>7,5</i>	<i>6,8</i>	<i>6,9</i>	<i>7,0</i>	<i>6,2</i>	<i>6,3</i>	-7,7%	1,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	<i>14,8</i>	<i>14,9</i>	<i>16,0</i>	<i>17,5</i>	<i>17,3</i>	<i>21,1</i>	<i>22,7</i>	<i>24,0</i>	36,8%	5,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>25,3</i>	<i>25,2</i>	<i>25,5</i>	<i>26,2</i>	<i>25,9</i>	<i>26,2</i>	<i>26,1</i>	<i>26,3</i>	0,2%	0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	40,4	37,6	30,2	28,7	28,4	28,3	29,4	26,9	-6,2%	-8,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>26,3</i>	<i>20,5</i>	<i>19,3</i>	<i>20,9</i>	<i>21,2</i>	<i>20,6</i>	<i>21,5</i>	<i>20,1</i>	-4,2%	-6,5%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>14,1</i>	<i>17,1</i>	<i>10,9</i>	<i>7,7</i>	<i>7,2</i>	<i>7,7</i>	<i>7,9</i>	<i>6,8</i>	-11,9%	-14,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>272,4</b>	<b>299,5</b>	<b>314,7</b>	<b>322,8</b>	<b>325,6</b>	<b>330,3</b>	<b>338,4</b>	<b>340,9</b>	<b>5,6%</b>	<b>0,7%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>77,2</i>	<i>80,0</i>	<i>83,7</i>	<i>86,4</i>	<i>87,1</i>	<i>88,8</i>	<i>91,4</i>	<i>92,5</i>	7,0%	1,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	<i>6,5</i>	<i>5,9</i>	<i>5,8</i>	<i>5,4</i>	<i>5,4</i>	<i>5,4</i>	<i>5,3</i>	<i>5,2</i>	-3,5%	-2,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	-24,5%	0,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>13,1</i>	<i>14,1</i>	<i>17,3</i>	<i>17,7</i>	<i>18,2</i>	<i>18,0</i>	<i>18,1</i>	<i>17,9</i>	1,3%	-1,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>18,3</i>	<i>14,7</i>	<i>14,9</i>	<i>10,5</i>	<i>10,4</i>	<i>10,7</i>	<i>10,3</i>	<i>9,8</i>	-5,8%	-4,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>156,3</i>	<i>184,1</i>	<i>192,3</i>	<i>201,9</i>	<i>203,6</i>	<i>206,7</i>	<i>212,7</i>	<i>214,7</i>	6,3%	0,9%
<b>Autres agents</b>	<b>123,4</b>	<b>108,9</b>	<b>118,4</b>	<b>128,1</b>	<b>130,2</b>	<b>138,5</b>	<b>146,2</b>	<b>150,9</b>	<b>17,8%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>93,5</b>	<b>86,6</b>	<b>87,7</b>	<b>81,7</b>	<b>85,8</b>	<b>94,1</b>	<b>93,4</b>	<b>97,3</b>	<b>19,1%</b>	<b>4,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>28,0</b>	<b>20,4</b>	<b>27,1</b>	<b>42,7</b>	<b>41,3</b>	<b>41,6</b>	<b>48,3</b>	<b>49,2</b>	<b>15,3%</b>	<b>2,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	10,9	8,5	11,1	17,2	17,7	18,5	20,9	22,5	30,3%	7,4%
Placements indexés sur les taux de marché	17,1	11,9	16,0	25,5	23,7	23,2	27,4	26,8	5,1%	-2,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>6,8</i>	<i>7,2</i>	<i>8,1</i>	<i>14,9</i>	<i>14,8</i>	<i>14,5</i>	<i>17,3</i>	<i>15,9</i>	7,1%	-8,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>19,1%</b>	<b>-3,4%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 220,5</b>	<b>1 290,2</b>	<b>1 352,8</b>	<b>1 430,2</b>	<b>1 634,2</b>	<b>1 631,9</b>	<b>1 655,0</b>	<b>1 660,5</b>	<b>16,1%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>548,3</b>	<b>581,4</b>	<b>620,9</b>	<b>639,8</b>	<b>674,6</b>	<b>695,2</b>	<b>693,7</b>	<b>694,1</b>	<b>8,5%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>395,1</b>	<b>401,0</b>	<b>406,6</b>	<b>455,5</b>	<b>456,0</b>	<b>452,7</b>	<b>466,0</b>	<b>471,5</b>	<b>3,5%</b>	<b>1,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	268,6	289,8	304,4	335,9	342,8	344,3	353,3	361,8	7,7%	2,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>86,5</i>	<i>88,7</i>	<i>95,9</i>	<i>109,4</i>	<i>112,3</i>	<i>106,4</i>	<i>113,0</i>	<i>115,4</i>	5,5%	2,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>124,6</i>	<i>149,2</i>	<i>157,1</i>	<i>173,8</i>	<i>178,3</i>	<i>181,5</i>	<i>183,1</i>	<i>187,6</i>	8,0%	2,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>2,7</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	-6,3%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	<i>11,3</i>	<i>9,2</i>	<i>7,5</i>	<i>6,8</i>	<i>6,9</i>	<i>7,0</i>	<i>6,2</i>	<i>6,3</i>	-7,8%	1,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	<i>14,8</i>	<i>15,0</i>	<i>16,0</i>	<i>17,5</i>	<i>17,3</i>	<i>21,1</i>	<i>22,7</i>	<i>24,0</i>	36,8%	5,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>25,3</i>	<i>25,2</i>	<i>25,5</i>	<i>26,2</i>	<i>25,9</i>	<i>26,2</i>	<i>26,1</i>	<i>26,3</i>	0,1%	0,6%
Placements indexés sur les taux de marché	126,4	111,2	102,2	119,6	113,2	108,4	112,7	109,8	-8,2%	-2,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>55,4</i>	<i>42,5</i>	<i>47,4</i>	<i>60,3</i>	<i>56,6</i>	<i>56,4</i>	<i>61,5</i>	<i>60,5</i>	0,4%	-1,6%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>		
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>10,5</i>	<i>9,1</i>	<i>8,3</i>	<i>4,3</i>	<i>4,3</i>	<i>4,3</i>	-52,7%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>69,6</i>	<i>67,6</i>	<i>44,2</i>	<i>50,2</i>	<i>48,4</i>	<i>47,7</i>	<i>46,9</i>	<i>44,9</i>	-10,6%	-4,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>277,2</b>	<b>307,8</b>	<b>325,3</b>	<b>334,9</b>	<b>503,7</b>	<b>484,1</b>	<b>495,4</b>	<b>495,0</b>	<b>47,8%</b>	<b>-0,1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>77,2</i>	<i>80,0</i>	<i>83,7</i>	<i>86,5</i>	<i>87,2</i>	<i>88,9</i>	<i>91,4</i>	<i>92,6</i>	7,0%	1,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	<i>6,5</i>	<i>5,9</i>	<i>5,8</i>	<i>5,4</i>	<i>5,4</i>	<i>5,4</i>	<i>5,3</i>	<i>5,2</i>	-3,5%	-2,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	-24,5%	0,1%
<i>dont actions</i>	<i>9,2</i>	<i>9,3</i>	<i>12,6</i>	<i>10,7</i>	<i>177,6</i>	<i>153,0</i>	<i>154,8</i>	<i>152,0</i>	x 13,2	-1,8%
<i>dont obligations</i>	<i>5,2</i>	<i>7,9</i>	<i>8,3</i>	<i>12,6</i>	<i>13,1</i>	<i>13,9</i>	<i>13,7</i>	<i>13,3</i>	5,7%	-2,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>21,9</i>	<i>19,9</i>	<i>21,9</i>	<i>16,8</i>	<i>16,0</i>	<i>15,4</i>	<i>16,8</i>	<i>16,4</i>	-2,2%	-2,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>156,3</i>	<i>184,1</i>	<i>192,3</i>	<i>201,9</i>	<i>203,6</i>	<i>206,7</i>	<i>212,7</i>	<i>214,7</i>	6,3%	0,9%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : août 2013